

Mondialisation et démocratie: l'enjeu complexe.

Dr. HANIFA SALHI

Département Sciences Sociales-Université de Batna-

Algérie

Salhi.hanifa@yahoo.fr

RESUME :

Si les débats actuels prennent pour sujets des controverses socio-techniques (nucléaire, OGM, téléphonie mobile,...), les situations de conflit qui les minent tiennent pour une bonne partie à des questions qui dépassent le cadre propre du sujet... des questions « de société » : il s'agit de notions comme le progrès, la gouvernance, le système économique, la relation de l'homme avec la nature... à propos desquelles s'affrontent des visions ou des interprétations divergentes malgré la volonté engagée à adopter une vision assez uniforme des phénomènes qui touchent l'humanité.

La spécificité des temps actuels est la mondialisation qui intègre la plupart des nations dans l'échange marchand et modifie leurs économies, ainsi que leurs relations et mode de consommation. Une libre circulation de produits, d'idées, d'informations, ce qui induit une sorte de standardisation des modes de vie... avec une omniprésence de certaines valeurs basiques véhiculées par cette mondialisation, en premier lieu la démocratie. Ce phénomène n'est pas nouveau, ce qui l'est, c'est la vitesse et la facilité avec lesquelles ces échanges et rencontres se produisent à travers le monde grâce, entre autre, aux avancées technologiques.

Mais ce phénomène de globalisation ne concerne pas tous les pays au même degré, ils ne sont pas intégrés au même niveau dans l'échange international. En effet la mondialisation n'a pas gommé les écarts considérables de modes de vie entre les pays riches et pays pauvres (le grand écart entre les niveaux de vie, les droits de l'Homme, l'accès à l'éducation, à la santé, sécurité sociale...). En outre chaque produit porte en lui sa culture d'origine ce qui emmène cette tendance globalisante à se heurter à des résistances culturelles. La mondialisation de l'économie s'accompagne d'une mondialisation culturelle mais celle-ci témoigne d'une vive tension entre homogénéisation et « hétérogénéisation » vue la diversité culturelle entre pays et nations.

L'exportation du modèle démocratique occidental ne saurait constituer un remède aux maux que connaît la gouvernance dans un grand nombre de pays, s'agit-il d'une crise systémique ? Est-ce la mondialisation qui en est la cause ? Ou c'est l'effet des mutations imposées par l'extérieur et non pas l'aboutissement « normal » du changement comme propriété de tout système ?

L'exemple du « Printemps Arabe » dénonce cette cohabitation difficile entre démocratie comme pièce – maîtresse des valeurs communautaires de la mondialisation - et la spécificité culturelle de ces pays, malgré la présence de l'esprit de la « démocratie » en tant que valeur culturelle dans l'Histoire de ces peuples (principe du CHORA).

Le présent article discute la crise systémique -dans ce contexte de concrétisation d'un modèle « démocratique » obéissant aux fondements culturels- comme crise de complexité et de processus de changement, en prenant l'exemple du « Printemps Arabe ».

MOTS-CLEFS : mondialisation, démocratie, diversité culturelle, complexité, crise systémique, printemps arabe.

I -INTRODUCTION :

Le terme « mondialisation » a une forte charge émotive, il ne laisse pas indifférent c'est pourquoi les attitudes à son égard sont partagées parfois et controversées d'autre fois ce qui dénote de la relativité de son impact sur les individus et les sociétés. Si les pro-mondialistes trouvent que cette tendance globalisante est un phénomène bénéfique qui permet la promotion du développement économique, un large partage de la culture et un discernement des valeurs de la modernité...les altermondialistes estiment que le phénomène ne fait qu'accroître les inégalités entre les pays et au sein des sociétés, enfonce la précarité économique et financière surtout des pays pauvres et engendre plus de déséquilibre entre le Nord et le Sud. Cet aspect –plutôt économique – ne peut à lui seul identifier ce phénomène de globalisation malgré que les abords de la question insistent sur cet aspect en s'appuyant sur l'idée de **Dominique Wolton** qui fait remarquer qu' « Il y a eu plusieurs mondialisations de l'histoire, c'est la première qui ne soit pas guerrière mais économique (avec l'ouverture des marchés) et politique, avec la recherche de vision démocratique de la communauté internationale... » [1]

L'autre revers de cette mondialisation est le contact des langues et des cultures qui s'affiche de prime abord comme un enrichissement mutuel des cultures et donne lieu à une hybridation de civilisations diverses, mais en contre partie on assiste à la naissance des langues et cultures « périphériques » appelées à se soumettre aux cultures fortes et dominantes. De ce fait les rapports de fort/faible, dominant/dominé, indépendant/dépendant s'imposent comme qualités identifiées du phénomène.

Alors dans ce mouvement de rapports rapprochés, amplifiés, diversifiés, et surtout tendus on peut dire que cette mondialisation est un processus d'intensification des relations sociales humaines qui induit paradoxalement le rapport entre le Temps et l'Espace dans le sens où malgré l'éloignement géographique entre pays et nations l'impact direct et indirect des événements dans les uns et dans les autres se fait sentir rapidement et les conséquences de ces événements sont plus effectifs malgré cet éloignement géographique et surtout idéologique, soulignant à cet effet que l'influence provient toujours des centres de force, « De l'épicentre qu'est encore l'hégémon américain, la recomposition du monde a atteint tous les continents » [2].

Est-ce l'effet des NTIC, des modes de consommation et de communication ? Si on admet que ces innovations technologiques font partie de l'évolution de la culture, des valeurs et des idées, on peut dire que ces innovations peuvent également constituer des facteurs de transformations révolutionnaires, profondément influents sur le politique et l'économique.

II –MONDIALISATION ET LES FACETTES NUANCEES DE LA DEMOCRATIE:

Si la mondialisation est un phénomène d'actualité depuis plus de deux décennies, la démocratie l'est autant surtout qu'elle passe pour la pièce maîtresse des valeurs communautaires véhiculées par la mondialisation. Mais il faut d'abord signaler que l'articulation entre démocratie et mondialisation tourne autour d'un point fondamental : faire la distinction entre démocratie en tant que procédure organisationnelle et démocratie en tant que culture (comme l'a indiqué Z.LAIDI)[3], une valeur qui s'infiltré dans les esprits et les pratiques sans aucune règle imposée. Si la première facette assure l'alternance entre diverses tendances politiques et idéologiques... la seconde assure la libre expression des opinions et des attitudes ce qui permet une ouverture et un dynamisme créatif à l'instar des systèmes ouverts capables de produire le changement à tout moment.

D'un point de vue théorique les valeurs représentent des principes auxquels doivent se conformer les manières d'être et d'agir, elles sont appelées à orienter l'action des individus dans une société, en fixant des buts, des idéaux. Elles constituent une morale qui donne aux individus les moyens de juger leurs actes et de se construire une éthique personnelle.

[1]D.WOLTON, « Mondialisation, diversité culturelle et démocratie », In *Synergies Brésil*, Numéro spécial 1, 2010 ,pp 13-20.

[2]H. Mova SAKANYI, « Pour une approche systémique de la crise »,In *Dounia* N° 2, 12 I, Décembre 2009, p18.

[3]Z.LAIDI, «Mondialisation et Démocratie»,In *Politiques Etrangères*,N° 3,Vol 66,2001,pp603-618.

url:web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_2001_num_66_3_5101.

Ainsi la démocratie comme culture s'apparente au respect de règles de vie intériorisées exprimant une confiance raisonnable en sa capacité à garantir pluralisme et équité ; tandis que la démocratie comme procédure renvoie au respect de certaines règles de partage. Ceci n'est pas la seule différence entre les deux tendances, le facteur Temps dans son implication dans l'instauration de la démocratie dans la vie des peuples est fortement présent dans l'actuel, le présent pour la « démocratie-procédure » en revanche la « démocratie-culture » n'est pas en prise avec le Temps mondial car elle a besoin de temps, il s'agit d'une valeur culturelle qui a besoin de Temps pour s'enraciner dans les esprits et les mœurs. Pour le volet espace il faut noter que la diversité des services qu'exige la vie moderne aujourd'hui fait ressortir une spécialisation croissante des rôles et fonctions et un élargissement de l'espace de référence ...« La mondialisation intervient donc comme un processus d'élargissement de l'espace de référence dans lequel les acteurs sociaux s'insèrent ». [4]

Ne pas pouvoir se projeter sur les dimensions Espace/Temps d'une façon sûre pour ce phénomène de démocratie par l'effet des changements économiques engendre un sentiment de dépossession et d'altération de confiance dans les systèmes démocratiques qui manquent à leur devoir par déterminisme financier et économique et soutiennent l'application de la démocratie comme une technique politique qui ne serait adaptée que sous certaines conditions. Ainsi si l'on n'obtient pas tel ou tel service que l'on attend d'elle la démocratie apparaît abstraite !

L'effet psychologique qui se dégage automatiquement de cette dislocation entre le facteur Temps, pratiques communautaires et psychologie individuelle est ce sentiment de déconnexion et d'anomie par rapport à la dynamique sociale, « L'individu contemporain, ce serait l'individu déconnecté symboliquement et cognitivement du point de vue du tout, l'individu pour lequel il n'y a plus de sens à se placer du point de vue de l'ensemble. On conçoit dès lors en quoi ce type de personnalité est de nature à rendre problématique l'exercice de la citoyenneté » [5]

De ce fait on trouve généralement que les principes fondateurs de la mondialisation font accroître la légitimité et parfois l'effectivité de la démocratie comme procédure mais elle ne garantit en aucune façon le développement d'une démocratie comme culture vue la disparité de sens et de conception qu'on peut se faire de la pratique démocratique comme valeur culturelle et éthique.

III- L'ECONOMIE : LE PIVOT DE LA PRATIQUE DEMOCRATIQUE

La conjonction entre économie et démocratie ne cesse de faire preuve de l'interdépendance entre les deux, comme si la pratique de la démocratie ne saurait être effective si les conditions économiques ne lui prêtent pas la raison d'être. Depuis la fin de la guerre froide l'interaction entre démocratie et marché n'a pas fini de croître et même les pratiques politiques justes et équitables –que revendique la démocratie- se sont bien montrées dépendantes des conditions financières et des intérêts économiques, il y'en a même qui ont assimilé l'acte d'élection à un acte d'achat !!

Si la mondialisation œuvre pour une ouverture des institutions, elle ne manque pas de faire appel à un degré d'arbitrage socio-politique , car les conditions de développement ne sont pas toujours en harmonie avec les pratiques politiques ou la réalité sociale. Des exemples de pays à travers le monde qui ont connu une recrudescence économique mais pas forcément sous des régimes démocrates sont là pour illustrer une corrélation pas forcément positive entre développement et démocratie (exp :la Corée du Sud , le Brésil...),mais la nécessité de l'ouverture commerciale se trouve comme une condition sine qua non de toute évolution économique, revenons à Montesquieu(1689-1755) qui insiste sur le fait que « le commerce guérit des préjugés destructeurs ... et que partout où il y a des mœurs douces ,il ya du commerce ; et que partout où il y a du commerce il y a des mœurs douces »[6]. Des études à travers le monde ont montré que l'influence des pouvoirs financiers dans un pays peut ne pas être directe sur les décisions politiques mais ce qui est sûr c'est qu'il est impensable de s'attendre à ce que ces lobbies fassent une mainlevée sur les pratiques gouvernementales ;ce que peuvent perdre

[4]Z.LAIDI,op,cit.

[5]M. GAUCHET, « Essai de psychologie contemporaine », *Le Débat*, mars-avril 1998, p. 173.

[6]G. ARDINAT, *Comprendre la MONDIALISATION en 10 leçons*, ellipses, Paris, 2012,p33.

ces pouvoirs en terme de voix –lors des élections- peut être regagné grâce au financement des partis politiques favorables à leurs intérêts.

Une autre démarche qui explore la corrélation entre la démocratie et l'économie consiste à évaluer les données de l'indice de la *Freedom House* qui insiste sur le respect de la liberté du processus électoral et l'existence d'une opposition représentative, Zaki LAIDI constate que « Le croisement de cet indicateur avec le classement de Sachs & Warner (1995) sur l'ouverture commerciale confirme que les pays les plus ouverts au commerce sont aussi, à de rares exceptions près, les plus démocratiques... Dans de nombreux pays, l'ouverture politique suit ou précède l'ouverture commerciale. Si une relation de causalité apparaît hasardeuse, la quasi-totalité des pays qui, comme Taiwan ou la Corée du sud, ont ouvert leur commerce avec des régimes «non libres» ont, par la suite, démocratisé leur système politique. » [7]

De ce fait on voit bien que la libéralisation financière propage ses effets bien au-delà de l'économie, N.Chomsky affirme que « La libre circulation des capitaux crée ce que certains ont appelé un « parlement virtuel » des investisseurs et des prêteurs, qui suivent de près les décisions prises par les gouvernements et «votent» contre-elle lorsqu'elles sont considérées comme irrationnelles. C'est à dire lorsqu'elles bénéficient aux peuples plutôt qu'aux cercles restreints des puissances du secteur privé.»[8] Plus loin encore , CHOMSKY soutient les propos de John DEWEY : «« La politique est l'ombre portée des grandes entreprises sur la société », a conclu John Dewey, le principal philosophe du 20e siècle, et elle le restera aussi longtemps que le pouvoir résidera dans les « monde des affaires, mu par le profit privé à travers le contrôle de la banque, de la terre, de l'industrie, renforcé par celui de la presse et autres moyens de publicité et de propagande ». » [9]

Il faut noter par ailleurs l'existence de déterminants du taux d'ouverture indépendants du régime politique (Granger & Siroën (2002)) [10] comme l'isolement géographique (surtout par rapport aux 15 premiers marchés mondiaux), l'ouverture sur les étendues maritimes, l'environnement d'échange ,coûts de transaction et de transport,... créer l'équilibre entre l'économique et le politique n'a pas été facile pour les occidentaux ,et la crise de 2007/2008 a suscité un remue-ménage au sein des spécialistes qu'ils soient politiques ou économistes, sociologues ou même historiens. « En effet, la crise n'est pas seulement conjoncturelle, c'est-à-dire uniquement liée à la finance, mais aussi structurelle, en ce qu'elle suggère une interrogation sur la structure de l'économie internationale, voire de la mondialisation.»[11] Ceci nous ramène à dire que si le monde a failli à une globalisation des normes des pratiques commerciales et financières équitables par manque de reconnaissance mutuelle, harmonisation, arbitrage international, etc... il aura du mal à en faire autant quant à l'environnement, droit du travail, corruption, concurrence. Encore plus il faut prendre en compte l'exigence des pays du Tiers-Monde qui réclament l'introduction de règles sociales dans les accords commerciaux multilatéraux sous l'argument du développement endogène des normes sociales [12] sachant que le modèle occidental n'est pas toujours valable partout et pour tous.

Finalement on peut bien conclure que la mondialisation est un concept géographique et non exclusivement économique, avec l'émergence d'un espace d'échelle planétaire (le monde) très dépendant des conditions techniques d'où l'importance des progrès technologiques qui constituent un préalable au processus d'intégration planétaire ce qui modifie la conception du Temps et de l'Espace. Il faut signaler notamment qu'il s'agit bien d'un processus qui bouge, change, rénove et non pas d'un état stationnaire, ce qui détermine sa complexité et son aspect multifactoriel où apparaît la Culture comme un enjeu symbolique et géopolitique.

IV- LA CULTURE DES CULTURES:

[7]Z.LAIDI,op,cit.

[8] N.CHOMSKY, *Le capitalisme contre la démocratie*, www.counterpunch.org/CHOMSKY

[9]N.CHOMSKY , op,cit.

[10]Jean-Marc SIROËN, Mondialisation et démocratie, In *LA DEMOCRATIE EN EUROPE, LA DEMOCRATIE EUROPEENNE*, septembre 2002, Université Paris Dauphine en association avec La Fondation pour la Civilisation Européenne.

[11]Henri Mova SAKANYI,op,cit.

[12] Z.LAIDI,op,cit

Si les individus revendiquent aujourd'hui justice, droits équitables à l'enseignement et au travail, droits à la sécurité alimentaire, sanitaire : un bien vivre qui correspond au degré de développement qu'a connu l'humanité c'est que les maux de sociétés sont toujours là (telles que la corruption, l'inégalité et l'inefficacité..)Leurs revendications ciblent la démocratie comme recette magique qui peut surmonter tous ces maux à l'image de « l'american way of life » !!

Dans ce mouvement de revendication une confusion s'est produite entre « occidentalisation » et « modernisation », bien sûr sous l'emprise de la mondialisation. La modernisation veut dire appropriation des moyens technologiques -qui sont souvent occidentales-, l'occidentalisation est l'adoption des valeurs occidentales qu'elles soient morales ou politiques, donc si on adopte la modernisation pas forcément qu'on soit emporté par l'occidentalisation qui inflige l'acculturation, G.ARDINAT avance que « ...les islamistes les plus radicaux utilisent Internet, une invention américaine, tout en rejetant totalement l'*american way of life*. Loin d'assurer l'unité du genre humain, la politique occidentale (essentiellement américaine) conduit à une radicalisation des sociétés non-occidentales.» [13] Sauf qu'il faut penser à l'effet de consommation absurde et intensive des produits provenant d'autres cultures, un sentiment d'infériorité et d'impuissance s'installe chez l'utilisateur et crée une certaine convenance avec les valeurs de la civilisation productive considérée comme supérieure. A.MAALOUF signale que « Pour les Chinois, les Africains, les Japonais, les Indiens ou les Amérindiens et aussi pour les Grecs et les Russes autant pour les Iraniens, les Arabes, les Juifs ou les Turcs la modernisation a constamment impliqué l'abandon d'une partie de soi-même. Même quand elle suscitait parfois l'enthousiasme, elle ne se déroulait jamais sans une certaine amertume, sans un sentiment d'humiliation et de reniement .Sans une interrogation poignante sur les périls de l'assimilation. Sans une profonde crise d'identité. » [14] Dans le même cours d'idées A.MAALOUF[15] juge qu'à l'ère de la mondialisation une nouvelle conception de l'identité s'impose....Si on n'arrive pas à assumer nos appartenances multiples et à faire une conciliation entre le besoin d'identité et l'ouverture décomplexée aux cultures différentes on assistera à des réactions égarées de la part des individus.

Peut-on alors supposer que les peuples –surtout les plus dépendants – rejettent cette mondialisation ? Le constat montre qu'ils veulent bien être dans la mondialisation (d'ailleurs ont –ils le choix ?) à condition de réduire les inégalités économiques et sociales, mais aussi et surtout, à condition de conserver leurs racines, leurs identités culturelles. Qu'on ne se trompe pas la culture est un facteur puissant d'identité et de solidarité au sein des groupes humains, elle agit comme un liant social (d'après la définition de l'UNESCO, Déclaration de Mexico, 1982), comme revendication du respect des identités et de la diversité, elle ouvre un nouveau front politique. Sans doute encore plus conflictuel que les fronts économique et social où l'environnement « car il s'agit des valeurs essentielles pour chacun d'entre nous. Celles pour lesquelles chacun est prêt à mourir. C'est le triangle infernal, avec les nouvelles relations à gérer, entre identité - culture et communication, car l'identité culturelle est aujourd'hui inséparable des techniques de communication. » [16] A ce niveau il faut noter le phénomène de proximité communicationnelle médiatique ou numérique qu'engendrent ces NTIC et l'effet politique et social sur les Etats et Nations (l'exemple des révolutions arabes, la catastrophe de Fukushima...), « Il en résulte des mutations soudaines et parfois violentes , des représentations collectives et individuelles et de l'organisation de la société elle-même, notamment par court-circuit des dispositifs habituels de médiation et de contrôle social à travers les réseaux sociaux numériques. » [17] Cette situation nous fait passer d'une vision technique (avec le thème de village global) à une vision politique qui doit œuvrer pour la tolérance et la cohabitation.

E.GLISSANT avance le terme de « créolisation » pour définir cette situation : « J'appelle créolisation cet enjeu entre les cultures du monde, ces conflits, ces luttes, ces harmonies, ces disharmonies, ces entremêlements, ces rejets, cette répulsion, cette attraction entre toutes les cultures du monde. Bref, un métissage, mais avec une

[13] Gilles ARDINAT, op.cit , p 81.

[14] A.MAALOUF, *Les Identités meurtrières*, Ed Grasset et Fasquelle, Paris, Edition 16, Juillet 2012, p 84.

[15] A.MAALOUF, op.cit, p44.

[16] Dominique WOLTON, op. cit, p17.

[17] Michel CASTEIGTS, Quelques enjeux interculturels de la mondialisation, autour des notions de proximité, d'identité et de territoire, In *Culture et Cultures*, sous la direction de Ali Se djari, L'Harmattan, 2011, p 92.

résultante qui va plus loin et qui est imprévisible. » [18] Ce caractère imprévisible de cette rencontre des cultures diverses laisse à craindre des guerres pour la culture et la communication qui peuvent être encore plus féroces que celles pour l'économie. Ce champ de conflit requiert une approche systémique et globale mais fait ressortir l'idée de dépasser le sens restreint de la globalisation économique vers un sens plus large de la mondialisation qui doit mettre en œuvre deux idéaux pour remédier aux difficultés rencontrées : la démocratie et le respect de la diversité culturelle.

D.WOLTON insiste sur le fait que « Seule la politique démocratique peut essayer de trouver une solution pacifique à ce nouveau champ de conflit, qu'elle pose déjà le principe du pluralisme et celui de la négociation qui permet d'éviter l'affrontement. C'est en cela que l'entrée de la culture et de la communication dans le champ des conflits et des affrontements peut être aussi l'occasion d'un renouveau de réflexion concernant le statut de la démocratie à l'heure de la mondialisation. » [19] A cet effet il propose cinq chantiers pour atteindre cette cohabitation entre culture, communication et politique en ayant comme principe de base «la culture n'est pas ce qui vient après, c'est la condition de tout » [20] :

- Penser identité et altérité.
- Passer du fait de la reconnaissance de la diversité culturelle à la politique de la cohabitation culturelle.
- Repenser le statut de la communication.
- Reconnaître l'importance de la diversité linguistique.
- La diversité culturelle, c'est aussi réduire la concentration mondiale des industries culturelles et de la communication.

V- LA CRISE SYSTEMIQUE:COHABITATION ENTRE DEMOCRATIE ET DIVERSITE CULTURELLE :

Le constat qui s'impose à l'heure actuelle met en évidence la complexification de notre environnement, les progrès scientifiques, sociologiques ont montré la nécessité d'un concept de système qui ne se réduise pas à celui de structure et qui se définit comme un ensemble d'éléments en interaction dynamique organisés en fonction d'un but (d'après le principe de Le Moigne et Joël De Rosnay). La systémique répond parfaitement aux exigences d'intégrer les interactions et la globalité car elle offre la possibilité de traiter la complexité des organisations.

L'interaction et l'interdépendance qui existent entre divers composants et institutions des sociétés nous mettent devant le phénomène de « système » qui suppose cohérence relative, capacité de reproduction, projet... Et une analyse systémique impose que les relations entre les différents systèmes soient menées en termes de processus et de rétroactions dites "négatives" (ou stabilisatrices) ou "positives" (déstabilisatrices) avec bien sûr une causalité circulaire ... Si l'on considère le système politique, les boucles de rétroaction permettent la dynamique autonome du système et son évolution, car elles mettent en œuvre le processus de prise de décisions, mémoire, capacité de prise de conscience, d'analyse... capacité dont la mobilisation dans un sens ou dans l'autre dépend des acteurs politiques qui participent au système, ou en sont exclus par la stratification sociale existant dans la société considérée... Ceci nous incite à dire que le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société, donc c'est un système décisionnel, qui agit dans des conditions d'incertitude importante (se référer toujours aux conditions économiques, financières, sociales et environnementales locales et internationales) et non un système programmé ; c'est aussi un système régulateur, celui qui coordonne les interactions entre les autres systèmes sociaux.

Marie-Noëlle SARGET estime « ...que les systèmes politiques nationaux ne jouissent que d'une autonomie restreinte, ce qui explique leur impuissance à maîtriser les conséquences de la mondialisation. En transformant leur environnement, la mondialisation modifie leurs conditions de fonctionnement, car ils doivent faire face à des

[18] Edouard GLISSANT, Métissage et créolisation, In *Kande.S, Discours sur le métissage. Identités métisses*, Paris, L' Harmattan, 1999, p 50

[19] Dominique WOLTON, op, cit, p17.

[20] Dominique WOLTON, op, cit, p18.

demandes et à des contraintes nouvelles, avec des ressources limitées, tandis que leurs compétences sont remises en cause par les régulations supranationales et les autonomies régionales, et que les acteurs économiques et financiers échappent largement à leur capacité d'intervention. » [21] Un tel constat nous incite à dire que la mondialisation associée à la rapidité des échanges, rendue possible par la technologie à bas coût, a perturbé les relations entre systèmes ; mais elle n'est pas responsable en soi de la crise systémique.

Donc la mondialisation agit comme un facteur qui, d'une part, stimule les interactions économiques, politiques, sociales et culturelles entre les Etats-nations, et, d'autre part, réduit leur autonomie et rend le phénomène de changement comme un processus importé et non un résultat normal de la dynamique de ces systèmes en interaction avec leurs environnements, « ce qui rend leurs évolutions moins "autoproduites", et davantage fonction des évolutions externes, tant sur le plan du contenu que du calendrier... Ces évolutions peuvent être lentes et progressives, se produire en douceur, ou être relativement rapides et brutales, et porter sur des éléments limités ou fondamentaux du système politique : on distinguera ainsi les processus adaptatifs de régulation "réformistes", qui ne modifient pas en profondeur le régime - ou mode d'organisation du système politique -, des processus "révolutionnaires", qui entraînent un changement de régime politique, souvent accompagné d'une transformation au moins partielle du mode d'intervention du système politique sur les autres systèmes sociaux et de l'ensemble de ses relations internes et externes. » [22]

Cette exigence de concordance entre le local, le national et l'international peine à se réaliser en harmonie surtout dans les pays du Tiers-monde, « les institutions qui sont locales, dans un sens de géographie naturelle, d'héritage culturel ou de communication, sont obligées de continuer à évoluer, parallèlement avec les institutions transnationales... (Vue) la nature systémique des arrangements institutionnels, on doit insister sur les interdépendances et les liens possibles entre institutions, à travers les domaines, des points de vue synchronique et diachronique. De telles interdépendances ont pu évoluer avec les Etats-nations. Cela ne signifie pas que les politiques et les projets organisationnels des Etats nationaux ont dicté leur trajectoire d'évolution aux arrangements institutionnels d'ensemble des économies nationales. L'Etat se comprend plutôt comme un équilibre du jeu politique, en compagnie d'autres institutions – y compris celle du commerce international. Inversement, les autres institutions évoluent de manière équilibrée en phase avec l'ETAT comme environnement. Autrement dit, l'Etat et les autres institutions sont codéterminés. » [23] Insistons à ce niveau que la politique et l'économique ne sont pas les seuls facteurs de changement, le volet social reste un facteur déterminant dans l'équilibre du système global, pour cela « l'exportation du modèle démocratique occidental sous la forme qu'elle a connue ces dernières années ne saurait constituer un remède aux maux que connaît la gouvernance dans un grand nombre de pays : un tel modèle ne peut fonctionner que dans la mesure où les peuples peuvent se l'approprier, le réinterpréter, l'intégrer dans leur culture politique et leur système de valeurs, où il répond à la demande et aux aspirations des sociétés non occidentales telles qu'elles sont, et non telles que le monde occidental voudrait qu'elles soient. » [24]

Vue la qualité complexe de cette situation systémique il faut bien admettre – en rejoignant M.N SARGET-que la crise systémique est donc une crise de la complexité ; une crise de relations.

VI- « LE PRINTEMPS ARABE » : UN EXEMPLE DE L'ILLUSION DEMOCRATIQUE !

Si la révolution technologique des dernières décennies était au summum de ses exploits lors des grands événements qu'a connus le monde récemment, les révolutions des pays arabes connues sous le nom « Printemps Arabe » ont bien montré la grande faille entre la démocratie comme procédure imposée par des directives externes au système politique et social et la démocratie comme valeur culturelle connue déjà au sein de ces pays sous le nom de « CHOURA » ou consultation.

Les aspirations actuelles des peuples arabes – à l'ère de la mondialisation - ont poussé le rêve de démocratie au bout, même s'il a fallu s'aventurer dans des mouvements révolutionnaires qui ont coûté cher pour toute la région.

[21] Marie-Noëlle SARGET, *Approche systémique, autonomie des systèmes politiques et avenir de la planète*, 6ème congrès européen des sciences des systèmes, PDF septembre 2005.

[22] Marie-Noëlle SARGET, op.cit.

[23] Masahiko AOKI, Pourquoi la diversité institutionnelle va évoluer mais persister, In *Mondialisation et régulation Europe et Japon face à la singularité américaine*, sous la direction de Robert BOYER et Pierre-François SOUYRI ? Ed. La Découverte et Syros, Paris, 2001, p 143.

[24] Marie-Noëlle SARGET, op.cit.

Le stimulus essentiel était le déficit économique (manque d'équité entre différentes classes sociales, marasme économique aigu), le malaise social (pauvreté, explosion démographique, exode rurale, sentiment de marginalisation ...) et la nature tyrannique des régimes politiques avec une précarité du statut de l'Etat [25]. Mais ce revers logique et objectif des révoltes populaires dissimule des motifs plus subjectifs, telles les difficultés approuvées par ces peuples à faire face au déchainement socio-culturel infligé par la mondialisation : effritement des valeurs religieuses, affaiblissement de l'institution familiale, le changement brusque des modes de vies du mode rural au mode citadin et bouleversement hâtif des références culturelles, ce qui a mené ces sociétés à une grande diffusion des modèles de consommation que les systèmes économiques ne sont pas en mesure de satisfaire et ainsi la violence s'installe en toute allure !

Si la démocratie avec ses principes de justice, liberté et équité est un idéal convoité par les sociétés arabes -mais apparemment difficile à atteindre- le retour aux origines religieuses et culturelles qui recommandent la consultation du peuple pour toutes les décisions qui le concernent est une nécessité incontournable. Ce principe de Choura est un principe de base pour la gouvernance en Islam qui désigne le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Elle est un système gouvernemental au centre duquel figurent les citoyens, et qui met le pouvoir dans les mains du peuple. Dans cette organisation gouvernementale, le peuple a la possibilité d'exercer librement ses droits. « Ce mode institutionnel est basé sur:

-Le suffrage universel qui offre le droit pour tous les citoyens, d'être électeurs et éligibles ;

-Le référendum qui est la consultation des électeurs sur une question ou une recommandation et dans lequel le vote majoritaire entraîne l'adoption ou le rejet.

Le système de la Choura est ouvert à tous les citoyens, qu'ils soient musulmans ou non. Il est un mode gouvernemental qui encourage l'initiative populaire qui permet au citoyen de proposer à ses représentants l'adoption d'une mesure qui sera soumise à l'ensemble des électeurs qui diront leur mot final à travers le vote. Ce fonctionnement permet au peuple d'exercer directement le pouvoir et indirectement l'administration par l'intermédiaire des représentants élus qui appliquent les décisions populaires et gèrent les affaires gouvernementales au nom de la nation tout entière. La Choura est une organisation composée de trois assemblées : les assemblées des villes ; les assemblées des régions ; l'assemblée de la nation. Chacune de ces trois assemblées est composée de cinq cabinets :

-Le cabinet législatif ;

-Le cabinet exécutif ;

-Le cabinet judiciaire ;

-Le cabinet technique ;

- Le cabinet d'inspection. » [26]

Ce système a fait ses preuves durant une bonne période de l'Histoire des musulmans, mais suite à des préjudices de différents ordres, les sociétés se sont trouvées sous l'emprise des régimes militaires autoritaires (l'effet du colonialisme, conflits internationaux, guerre froide...etc) et arrivent finalement à se soulever contre leurs régimes pour instaurer la démocratie qui peut ne pas répondre parfaitement à leurs attentes vue leur spécificité psychologique, sociale et culturelle et surtout pour leur besoin de la foi, étant donné que l'autorité absolue dans le système démocratique revient à la Nation, au peuple..à l'individu, par contre dans la Choura cette autorité est

[25] Walid ABDELHAY, Présence de l'Histoire : du temps actuel aux perspectives politiques, In *La grande Explosion Arabe*, Sous la direction de Kamel ADELLATIF, et Walid ABDELHAY, Le Centre Arabe des Recherches et Etude des Politiques, Bayrou, 2012, (document en arabe), p 208.

[26] Kamal Znidar, La choura islamique et le rôle du Calife en Islam, publié le Vendredi 15 Novembre 2013 à 11:28 modifié le Samedi 16 Novembre 2013 - 14:47, http://www.lemag.ma/La-Choura-islamique-et-le-role-du-calife-en-Islam_a77151.html

divine, tout le monde est soumis à la volonté de DIEU et à ses directives donc les références sont toujours claires et stables, pas lieu d'être en gage d'une telle ou telle injonction financière ou guerre des intérêts.

VI - CONCLUSION :

La vision d'un village planétaire concerné par les mêmes valeurs est donc un leurre ! En effet, évoquer l'uniformisation c'est s'assurer d'abord que l'accès aux droits est valable pour tout le monde, pratiquement cette uniformisation se heurte à des résistances culturelles. La mondialisation de l'économie s'accompagne d'une mondialisation culturelle mais celle-ci témoigne d'une vive tension entre homogénéisation et «hétérogénéisation» ; entre ceux et celles qui accèdent au modèle culturel dominant et ceux qui en sont exclus ou qui s'opposent...d'ailleurs « il serait désastreux que la mondialisation en cours fonctionne à sens unique, d'un côté les « émetteurs universels » , de l'autre les « récepteurs » ; d'un côté « la norme » , de l'autre « les exceptions », d'un côté ceux qui sont convaincus que le reste du monde ne peut rien leur apprendre , de l'autre ceux qui sont persuadés que le monde ne voudra jamais les écouter ». [27]

La complexité engendrée par ces phénomènes en chaîne implique l'existence en son sein de quelques relations simples mais solides, il s'agit essentiellement de la connaissance et la modélisation. « D'une part, elles s'avèrent pertinentes pour formuler des avis de gestion (régulation, contrôle, rétroaction). D'autre part, elles peuvent constituer des éléments de compréhension d'une partie des dynamiques complexes qui sont en jeu. On montre notamment comment la quantification à partir de quelques relations triviales, conduit à des diagnostics pertinents sur la situation étudiée, en l'absence de toute hypothèse contraignante. Donner à ce diagnostic une valeur prévisionnelle suppose en revanche un certain nombre d'hypothèses à analyser. La modélisation systémique et prédictive n'a rien à voir avec le « plan » et elle seule peut permettre la régulation, le contrôle et la rétroaction sur des systèmes productifs, financiers, économiques, démographiques, écologiques. Elle seule peut permettre une juste affectation des richesses produites. » [28].

Donc l'analyse systémique est un outil sans équivoque qui permet une approche de la complexité avec des explications incontournables des défis qui se posent à l'humanité, et trouve des réponses à des problèmes qui ne peuvent se résoudre à partir d'une simple analyse de « cause et d'effet ».

[27] A.MAALOUF, op.cit, p143.

[28]Francis NERI,Le systémienn, <http://semanticien.blogspot.com/crise-systemique>.

BIBLIOGRAPHIE :

- ABDELHAY .W, Présence de l'Histoire : du temps actuel aux perspectives politiques, In *La grande Explosion Arabe*, Sous la direction de K .ADELLATIF, et W. ABDELHAY, Le Centre Arabe des Recherches et Etude des Politiques, Bayrout, 2012, (document en arabe).
- AOKI .M , Pourquoi la diversité institutionnelle va évoluer mais persister, In *Mondialisation et régulation Europe et Japon face à la singularité américaine*, sous la direction de R. BOYER et P.F. SOUYRI , Ed La Découverte et Syros, Paris,2001.

- ARDINAT .G, *Comprendre la MONDIALISATION en 10 leçons*, ellipses, paris, 2012.
- CASTEIGTS .M, Quelques enjeux interculturels de la mondialisation , autour des notions de proximité, d'identité et de territoire, In *Culture et Cultures*, sous la direction de Ali Sedjari, L'Harmattan, 2011.
- CHOMSKY.N, *Le capitalisme contre la démocratie*, www.counterpunch.org/CHOMSKY, consulté le 23/4/2014

- GAUCHET. M, « Essai de psychologie contemporaine », *Le Débat*, mars-avril 1998.

- GLISSANT. E , Métissage et créolisation, in Kande.S , *Discours sur le métissage .Identités métisses*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- LAIDI .Z, «Mondialisation et Démocratie»,In *Politiques Etrangères*,N° 3,Vol 66,2001,pp603-618.
url:web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_2001_num_66_3_5101, Consulté le 04 juillet 2014
- MAALOUF .A, *Les Identités meurtrières*, Ed Grasset et Fasquelle, Paris, Edition16, Juillet 2012,

- NERI .F, *Le systémicien*, <http://semanticien.blogspot.com/crise-systemique/consulté> le 12/5//2014.

- SAKANYI .H. M, « Pour une approche systémique de la crise »,In *Dounia N° 2*, 12 I, Décembre 2009.
- SARGET. M.N, *Approche systémique, autonomie des systèmes politiques et avenir de la planète*, 6ème congrès européen des sciences des systèmes, PDF septembre 2005.
- SIROEN.J.M, Mondialisation et démocratie, In *LA DEMOCRATIE EN EUROPE, LA DEMOCRATIE EUROPEENNE*, septembre 2002, Université Paris Dauphine en association avec La Fondation pour la Civilisation Européenne.

- WOLTON.D, « Mondialisation, diversité culturelle et démocratie », In *Synergies Brésil*, Numéro spécial, 2010 pp 13-20.
- ZNIDAR.K, *La choura islamique et le rôle du Calife en Islam*, publié le Vendredi 15 Novembre 2013 à 11:28 modifié le Samedi 16 Novembre 2013 - 14:47,http://www.lemag.ma/La-Choura-islamique-et-le-role-du-calife-en-Islam_a77151.html,consulté le 10/04/2014.